

Je suis l'antithèse des Debbouze, Obono, Bouteldja et de milliers de Français de papiers...



Ce 25 Octobre cela fera 14 ans jour pour jour que j'ai quitté l'Algérie et n'y suis plus jamais retournée. 14 ans plus tard je suis devenue Française, la France est désormais officiellement ma patrie, elle l'est d'autant plus que c'est un choix défendu au prix de beaucoup d'efforts et de sacrifices et non pas le simple hasard d'une naissance.

A l'heure où la France subit sur son sol des attaques terroristes perpétrées par des migrants musulmans sans papiers ou des musulmans français de papiers, ma naturalisation dans ce contexte explosif m'oblige à me positionner, à choisir mon camp, mon camp est celui de la France éternelle. Oui j'entends dès à présent ceux qui diront que je serai

toujours une étrangère et jamais une Française à part entière. J'ai demandé la francisation de mon nom et prénom de naissance et j'ai abandonné ma nationalité d'origine, et j'y encourage tous ceux qui sont dans mon cas.

Comme je l'explique dans mon livre autobiographique « Pour un monde sans islam », mes parents sont nés en Algérie française, mon père avait 30 ans quand la France est partie, il reviendra aussitôt en France où il travailla pratiquement toute sa vie jusqu'à sa retraite sans jamais vouloir effectuer le regroupement familial qui pourtant battait son plein. Je suis ainsi née Kabyle, musulmane et Algérienne en Algérie, j'y ai vécu 30 ans mais n'ayant pas choisi cette allégeance algéro-islamique que j'ai fermement refusée et combattue, j'ai décidé de partir seule et légalement pour rejoindre la France, l'Occident, le monde chrétien, même si je sais que ces mots n'ont plus aucun sens pour la plupart des Français. Je suis désormais chrétienne et je continue mon combat contre l'Islam.

Je suis arrivée en France, non pas sur une embarcation de fortune via une demande d'asile comme le font quotidiennement depuis des mois les millions de migrants qui se déversent sur les rives de l'Europe, ni via le regroupement familial, ni via un visa touristique. Je suis venue légalement, seule et digne. Je suis venue avec un visa étudiant, option légale mais solution très précaire pour vivre décemment en France sans bourse ni droit de travail à plein temps. En effet les étudiants étrangers hors Union européenne sont limités par la loi à travailler 20h par semaine maximum.

Je savais tout cela mais je le préférais de loin à la facilité, à l'option de vendre mon âme au diable, via un contrat de mariage qu'il soit blanc ou gris avec un musulman de la communauté kabyle et par extension algérienne résidant en France. C'est le moyen qu'utilisent les milliers d'immigrants légaux et illégaux qui débarquent en France chaque année, au nez et à la barbe de tous ceux en France qui souhaitent limiter l'invasion migratoire musulmane et

l'immigration de peuplement. Les immigrants musulmans déjà établis en France préfèrent par goût, par intérêt ou par stratégie conquérante faire venir leur conjoint du bled, et on voit chaque jour les résultats désastreux de cette stratégie de conquête et d'invasion.

En Algérie j'étais pendant les trois décennies que j'ai vécues là-bas un sous-homme selon la loi islamique appliquée via le code de la famille, la femme étant inférieure à l'homme. J'en donne tous les détails dans mon livre autobiographique « Pour un monde sans islam » pour ceux que ça intéresse.

En France avec mon statut d'étudiante étrangère pendant huit années sans bourse et sans travail stable et permanent j'étais une sorte de sous-citoyenne selon la loi de la République Française. J'ai dû survivre avec des fois pas plus d'un euro dans ma poche une fois que j'ai payé mes études, mon loyer et mes charges, il ne me restait quasiment plus rien.

De nombreux proches et connaissances musulmanes proposèrent de « m'aider » en me présentant des personnes musulmanes ayant la nationalité française pour envisager d'établir une relation et contracter un mariage, mais j'ai refusé cette voie de la collaboration empruntée pourtant par des milliers de migrants chaque année.

J'avais refusé également la main tendue d'étudiants communistes qui me proposaient l'aide de leurs parents qui s'occupent des associations d'aide aux réfugiés et aux migrants. Ils hébergent même régulièrement chez eux des étudiants étrangers et des clandestins, leur permettant d'obtenir de l'aide pour avoir des papiers via une régularisation ou demande d'asile accélérée. L'un de ces fils de communistes, dix ans plus jeune que moi, me proposa avec insistance de contracter avec lui un PACS afin d'obtenir une carte de séjour longue durée et d'avoir ainsi plus rapidement la nationalité française. Je voyais bien qu'avec ce moyen j'aurai rapidement les papiers et aurai plus facilement accès au travail, matériellement ma vie changerait, mais moralement

je ne pouvais m'imaginer partager ma vie et mon destin ni avec des musulmans ni avec des communistes, encore moins leur devoir ma naturalisation française. Il en était hors de question ! Non je ne pouvais accepter cette voie-là, elle est contre mes valeurs, je ne pourrais trahir mes convictions, je n'avais pas fait tout ce chemin-là pour les trahir maintenant ni avec des muzz ni avec des cocos.

À maintes reprises j'ai refusé ces facilités, ces cadeaux empoisonnés. Je tenais fermement à ma semi-liberté, avec la résolution de retrouver dignement ma liberté entière et ma citoyenneté. Pour moi s'intégrer à une nation ce n'est pas juste une formalité administrative mais demande d'en partager l'âme, l'esprit et les lois, respecter son histoire, sa culture et son fonctionnement. Hélas la République encourage les comportements illégaux pour obtenir la nationalité française rapidement, et ceux qui veulent suivre la voie légale et qui aiment la France sont lourdement pénalisés comme je l'ai été.

Me sentant dans mon élément dans la société française, ma nouvelle patrie, j'ai naturellement voulu devenir Française, par amour pour la France, les Français, la langue, la culture, l'histoire et tout simplement par amour de la vie à la française. Je voulais participer réellement et activement à la vie économique, sociale et politique de la France. J'ai demandé la citoyenneté française à trois reprises, elle m'a été refusée deux fois. Une première fois par un gouvernement de droite, une deuxième fois par un gouvernement de gauche, c'est vous dire que pour moi gauche/droite n'a aucun sens, tout le monde ou presque est de gauche, même la pseudo droite.

Le premier refus était motivé par « manque d'attaches familiales en France ». Eh oui les gars, j'étais alors en France depuis cinq ans, étudiante Bac +5, célibataire, sans enfants, travaillant 20h/semaine (le temps légal autorisé par la loi), vivant seule, non pacsée, casier judiciaire vierge, demande de citoyenneté accompagnée de lettres de

recommandation de mes employeurs et d'amis Français de souche, mais avec ce refus et surtout cette excuse j'avais compris qu'il suffisait de faire un gosse ou deux en France, peu importe avec qui et dans quelles conditions, le statut de mère célibataire d'enfants nés en France me donnerait le droit automatique de devenir Française en un claquement de doigts. Ou bien si j'avais écrasé mon amour-propre et vendu mon âme au diable en contractant un mariage blanc, cela aurait été plus simple... Cet argument m'avait écœuré, non pas parce qu'on m'a refusé la naturalisation, mais d'apprendre que l'administration française préfère, favorise, et encourage ce genre de pratiques indignes et immorales. Pour beaucoup d'immigrés (clandestins ou pas) tous les moyens sont bons pour arriver à leur fins, et croyez-moi ils ne s'en privent pas. J'en ai croisé des centaines, arrivés bien après moi et naturalisés ainsi bien avant moi. Dans mon cas c'est différent, j'ai une éthique qui m'empêchait de tomber si bas, cette obstination me coûta très cher, mais au moins chaque matin je n'ai pas honte de me regarder dans un miroir.

Du temps passa, lassée par cette bureaucratie inefficace et suicidaire, j'étais sur le point de quitter la France et sa machine à fabriquer de faux Français pour partir vers une nouvelle destination : l'Amérique du Nord. J'étais mentalement en mode : DEPART, je me disais que si la France administrative ne veut pas de moi, je ne vais tout de même pas m'imposer à elle ! C'est là à ce moment précis que je croise le chemin de l'homme qui deviendra plus tard mon mari, un Français de souche.

Une fois mariée à un Français et mère d'un petit français, j'avais une carte de séjour de 10 ans me permettant de travailler à temps plein. J'estimais qu'en ayant enfin les fameuses attaches familiales qui me manquaient lors de ma première demande, je pourrais déposer une nouvelle fois ma demande de citoyenneté française. Eh bien le gouvernement de gauche de l'époque a dit non. Cette fois l'excuse était plus cocasse : « votre parcours professionnel n'est pas linéaire,

et vos revenus actuels sont insuffisants, il faut attendre quatre ans après le mariage pour faire une nouvelle demande. La demande est ajournée de 2 ans. » C'était hallucinant ! Quand on sait qu'ils donnent la nationalité à des bras cassés qui vivent de l'assistanat et qui ne parlent pas un mot de français, la nationalité française est bradée, souillée, bafouée, elle est devenue une passoire, une aubaine pour tous ceux qui rêvent de s'en saisir pour l'achever!

J'avais effectivement travaillé durant tout mon séjour en France dans différents secteurs d'activités, bien souvent en CDD de 20h/semaine ou des stages rémunérés par ci par là. Je n'avais pas un poste stable avec un salaire fixe qui tombe chaque mois. Je n'avais eu ni week-end ni vacances pendant plus de sept ans, et pour mes revenus lors de la demande je travaillais à temps partiel pour pouvoir m'occuper un minimum de mon enfant. Apparemment c'est une faute à leurs yeux.

Pour vous donner une idée du fonctionnement interne de la machine à naturaliser, dire qu'ils la donnent à tout le monde avec facilité, non, j'en suis le contre-exemple, mais je peux affirmer qu'ils la donnent à des gens qui ne la méritent pas, j'en ai croisé des centaines qui n'ont de français que les papiers, et ils la refusent à ceux qui la méritent vraiment.

Quatre ans plus tard, c'est avec dépit et résignation que je reconstruis pour la troisième fois l'épais, lourd et laborieux dossier de demande de naturalisation. Je me soumetts aux différents interrogatoires administratifs et le dépose sans rien attendre en retour. On me demande si je voudrais franciser mon nom et/ou prénom, j'ai dit OUI pour les deux. Comme Eric Zemmour je pense qu'on ne peut pas être Français et s'appeler Mohamed ou Zohra. Je m'appelle désormais Marie. J'ai également francisé mon nom de famille ou nom de naissance, ce qui est proposé également mais que trop peu de maghrébins osent faire. On me demande de signer un document si je souhaite abandonner ma nationalité d'origine, je dis OUI !

Je précise qu'ils proposent ces deux options importantes sans

jamais rien imposer, ils laissent le choix total à la personne qui fait sa demande de citoyenneté française, moi j'ai fait mon choix, c'est une véritable libération par rapport à des chaînes de l'esclavage musulman. Ça n'a l'air de rien mais pour moi c'est une véritable renaissance.

Trois mois plus tard on me rappelle pour me confirmer l'enregistrement et ma demande et son acceptation, c'était un véritable chemin de croix pour mes proches et moi qui prenait fin.

Je suis l'antithèse des Djamel Debbouze, Houria Boutelja, Rachid Nekkaz, Daniele Obono, et autres milliers de Français de papiers qui passent leur temps à cracher sur la France. Il va falloir un jour mettre un terme au laxisme actuel du droit du sol qui fabrique des Français de papiers à la chaîne.

Je suis pour le durcissement des conditions d'octroi de la nationalité française par le droit du sol et le mariage en exigeant des demandeurs de renoncer à leur nationalité d'origine. On ne peut être Français juste par commodité administrative.

La binationalité est une double allégeance, une double fidélité à deux pays dont les lois, les valeurs, l'histoire sont différentes, on ne peut servir deux maîtres. La double allégeance n'est plus acceptable dans le contexte de guerre civile actuelle et à venir, il faut faire son choix, j'ai fait le mien, celui de la France.

Aquila

Auteur du livre « Pour un monde sans islam », Editions Tatamis, septembre 2016

Disponible sur le site de l'éditeur : <https://editionstatamis.com/2016/07/26/pour-un-monde-sans-islam/>

et sur Amazon :

<https://www.amazon.fr/Pour-monde-sans-islam-Aquila/dp/2371530301>